L'immigré agricole comme modèle sociétal ?

Jean-Pierre Berlan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8893>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8893

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2008

Pagination : 219-226

Référence électronique

Jean-Pierre Berlan, « L'immigré agricole comme modèle sociétal ? », *Études rurales* [En ligne], 182 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8893> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8893

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_182&ID_ARTICLE=ETRU_182_0219

L'immigré agricole comme modèle sociétal ?

par Jean-Pierre BERLAN

| Editions de l'EHESS | *Études rurales*

2008/2 - 182

ISSN 0014-2182 | ISBN 9782713222054 | pages 219 à 226

Pour citer cet article :

— Berlan J.-P., L'immigré agricole comme modèle sociétal ?, *Études rurales* 2008/ 2, 182, p. 219-226.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'IMMIGRÉ AGRICOLE COMME MODÈLE SOCIÉTAL ?

Jean-Pierre Berlan

UNE PREMIÈRE ÉTUDE sur les salariés agricoles en agriculture intensive, publiée en 1980 [Berlan 1980], m'a conduit à soumissionner à un appel d'offres sur le sujet, curieusement lancé par le ministère des Affaires sociales en 1982. L'intérêt de ce ministère pour cette question m'est apparu au cours de la recherche. Pourquoi, de son côté, le ministère de l'Agriculture continuait-il de réclamer l'introduction massive de « saisonniers » étrangers alors que leur régularisation massive en 1981 aurait dû largement satisfaire les besoins des exploitants ? En fait, il ne s'agissait pas de faire la lumière sur une réalité économique et sociale occultée, mais nous étions face à une bataille bureaucratique : le ministère de l'Agriculture, selon son habitude, cogérait avec la FNSEA les exigences en « saisonniers » des exploitants-employeurs tandis que le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale tentait de maintenir une cohérence minimale dans la politique sociale du gouvernement. La connaissance de la réalité sociale dépend, hélas, souvent, de telles contingences.

La discussion, lors d'une réunion avec les inspecteurs et contrôleurs du travail en agriculture, des conclusions et propositions du rapport et leur publication partielle dans le rapport annuel de la Mission de lutte contre les trafics de main-d'œuvre [Berlan 1984]¹ laissaient espérer que les autorités administratives et politiques tenteraient de rétablir une légalité systématiquement bafouée. Ce travail suggérait que les petits exploitants agricoles, c'est-à-dire la grande majorité des agriculteurs, étaient, à long terme, victimes de cette situation même s'ils bénéficiaient, à l'occasion, des facilités (charger, à la Porte d'Orange à Cavaillon ou devant le MIN de Châteaurenard, les ouvriers pour faire face à un « coup de bourre ») qu'offrait ce marché particulier du travail captif, organisé par l'État. En effet, ces petits agriculteurs accomplissaient des tâches exécutées, ailleurs, par les ouvriers immigrés, dans des conditions désastreuses d'emploi, de précarité, de salaire, etc.

Le jeu de la concurrence tend à aligner la rémunération de leur travail et de celui de leur famille sur celle des ouvriers « saisonniers »², et tend donc à les éliminer. Ce qu'avait résumé d'une formule un petit producteur :

Un quignon de pain pour l'ouvrier, c'est
un quignon de pain pour moi.

1. Voir aussi les extraits parus dans *La lutte contre les trafics de main-d'œuvre 1984-1985. Rapports officiels*. La Documentation française, 1986, pp. 127-146.

2. Le qualificatif « saisonnier » est une habileté sémantique qui permet de maquiller des ouvriers qualifiés, permanents ou quasi permanents, en ouvriers non qualifiés.

Le rapport insistait aussi sur la violence structurelle qu'impliquait ce « modèle californien » d'agriculture qui se mettait en place en France et qui commençait à prendre de l'ampleur dans le sud de l'Europe. Il n'était donc pas exclu que le ministère de l'Agriculture se rende compte qu'il devait s'engager dans une autre voie si toutefois son rôle était, comme je le croyais à l'époque, de défendre « l'intérêt général » et cette majorité d'agriculteurs dont l'intérêt était que les règles de droit s'imposent à tous.

Le présent dossier sur les travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne montre que, sur le fond, rien n'a changé en France depuis vingt-cinq ans. C'est la même asymétrie (pour utiliser un euphémisme) qui régit les rapports entre les ouvriers « saisonniers » et leurs employeurs. Ces derniers ont en pratique tous les droits puisqu'ils choisissent nominativement leurs employés ; les premiers n'en ont, eux, aucun puisque la menace d'un licenciement « sec » par non-renouvellement du contrat pèse sur eux de façon constante tandis que la collusion entre employeurs rend ce non-renouvellement définitif. L'employeur dispose d'une arme d'autant plus absolue que l'immigré s'est endetté pour obtenir son contrat et que l'argent de son travail est vital pour sa famille.

Pire : ce dossier montre que le « modèle californien » s'enracine en Europe, particulièrement en Espagne, en Belgique et en Italie. Les termes changent (contrat ONI ou, mieux, ANAEM plutôt qu'OMI), mais pas la réalité. En Espagne, les Marocains sont maintenant concurrencés par les Équatoriens, les Ukrainiens, les Bulgares, les Polonais, les Sénégalais, et les conditions de travail se dégradent.

Le développement foudroyant de nouvelles productions, comme la fraise en Andalousie, n'aurait pas été possible sans l'entrée de nouveaux membres dans l'Union européenne et sans la « libéralisation » correspondante du marché du travail. La Pologne et la Roumanie fournissent désormais les armées d'ouvrières migrantes nécessaires à cette production. Car les femmes ont « les mains plus délicates », sont « plus responsables et travailleuses »³. Il serait intéressant de repérer les stéréotypes des différentes catégories d'ouvriers que l'État espagnol, au service des exploitants, importe (ou déporte) légalement grâce au « contrat en origine », très semblable à notre contrat OMI. Ce n'est sans doute qu'une question de temps pour que les préjugés que signale Emmanuelle Hellio et Dolores Redondo Toronjo dans leurs articles respectifs deviennent en Europe des doctrines sociales « scientifiques » enseignées dans les écoles⁴.

En résumé, les États comme la Commission européenne avec son contrat de « prestation de services » ou l'ANAEM en France organisent l'importation légale des ouvriers et ouvrières issus des pays ou des régions européennes les plus pauvres pour créer un marché du travail caractérisé par un rapport de force

3. Comme le déclare un exploitant à Emmanuelle Hellio dans l'article qu'elle publie dans ce numéro.

4. Ainsi, dans son ouvrage de 1921 intitulé *Farm management notes (for California)*, le professeur R.L. Adams de l'Université de Californie à Berkeley décrit les Mexicains comme « enfants, paresseux, sans ambitions », les Japonais comme « truqueurs, dont les standards de moralité sexuelle sont déplorables », les Hindous comme « maigres et sans énergie », etc. Cité par C. McWilliams [1969 : 140-141].

démessurément inégalitaire entre employeurs et employés et, par conséquent, fonctionnant dans l'illégalité. La légalité de façade des contrats crée l'illégalité de fait sur le terrain. Le tout au nom du « codéveloppement » et de la « solidarité » des pays de l'Union. Décidément, le fanatisme libéral de l'Union européenne et son impudence n'ont pas de limites.

Les différents aspects de la situation des ouvriers agricoles étrangers dans l'agriculture, que traitent les articles de ce numéro, sont tous fondés, explicitement ou implicitement, sur l'existence d'une incertitude – bien réelle – quant aux besoins de main-d'œuvre, en volume et dans le temps, et par conséquent, sur la nécessaire « flexibilité » de l'emploi. Le terme « flexibilité » revient dans la plupart des contributions mais est, à mon sens, profondément connoté. Un quart de siècle d'attaques incessantes et de propagande contre les règles du droit du travail qui protégeaient les travailleurs ont suscité une sorte de réflexe pavlovien : la rigidité, c'est mal ; vive la flexibilité, vive le démantèlement de ces règles. Pourquoi la flexibilité devrait-elle concerner uniquement la main-d'œuvre ? Cette incertitude est-elle propre à l'agriculture ? Est-elle suffisante pour construire en quelque sorte l'idéal-type⁵ du marché du travail des étrangers dans l'agriculture ? C'est ces questions que je voudrais creuser.

Il y a les aléas journaliers. L'entrepreneur du bâtiment, l'artisan qui dirige une petite entreprise, doit, toutes affaires cessantes, répondre à la demande d'un client. Un jour, la clientèle se presse dans un hôtel ou un restaurant ; le lendemain, elle le déserte. Un vêtement a du succès : il faut réapprovisionner les stocks du jour au lendemain. Une grande surface passe

commande à un agriculteur pour le lendemain même, etc. La main-d'œuvre doit être disponible et d'accord pour faire face à ces à-coups.

Il y a les aléas saisonniers. Il fait beau : il faut avancer les chantiers de construction en prévision des mauvais jours ; les touristes envahissent les hôtels, restaurants et autres lieux de distraction ; les « saisonniers » agricoles mettent aussi rapidement que possible à l'abri de la chambre froide les fruits et légumes qui mûrissent précipitamment. Il pleut, il fait froid : les chantiers s'interrompent ; les touristes abandonnent les stations et lieux de villégiature ; la maturation des fruits et légumes s'interrompt elle aussi. Les ouvriers et employés doivent être disponibles et d'accord pour absorber ces variations.

Il y a aussi les aléas liés aux fluctuations économiques : l'expansion, la récession, les modes de consommation. Même les entreprises des secteurs monopolistiques sont confrontées à l'incertitude de leurs débouchés malgré les gigantesques sommes qu'elles dépensent pour contrôler ces débouchés via la publicité et la force de vente. Un modèle automobile « marche » bien : il faut accélérer la cadence ; un autre « ne marche pas » : les chaînes tournent au ralenti. Les producteurs d'électricité doivent satisfaire une demande qui varie considérablement en fonction du climat et des saisons et doivent parfois réparer en urgence le réseau mis à mal par une tempête ou une inondation. L'effondrement des prix suit l'euphorie de l'expansion. Après tout, la première

5. La contribution d'Annie Lamanthe à cet égard se réfère implicitement à Max Weber.

formalisation d'un cycle économique a été celle du porc. Là encore, les ouvriers et employés doivent « s'adapter » à ces cycles.

L'incertitude existe donc dans toutes les activités économiques. La production agricole présente toutefois une opération particulière qu'il faut garder à l'esprit : la récolte. Cette opération possède une série de caractéristiques que l'on ne retrouve pas dans d'autres activités.

Premièrement, du succès de la récolte dépendent la vie et la mort, non seulement d'une exploitation sinon d'un exploitant, mais aussi d'une communauté, voire d'une société. Tout ce qui menace le déroulement de la récolte, en particulier toute menace syndicale, est, pour l'exploitant, une menace de mort. Ce qui explique la violence des rapports sociaux, qui trouve une justification idéologique dans le racisme. Carey McWilliams consacre un chapitre de son livre à « la montée du fascisme agricole » (*farm fascism*) en Californie au cours des années 1930 [1969 : 230-263]. Appuyés par l'État, les juges, les autorités locales, l'armée et leurs propres milices, les *growers* utilisent tous les moyens pour briser la résistance des ouvriers agricoles. L'ouvrage de Steinbeck, *Les raisins de la colère*, est plus un reportage qu'un roman. La violence contre les ouvriers agricoles est constitutive de ce « marché du travail ». Ainsi les émeutes de El Ejido en Espagne, en 2008, ont-elles fait huit morts officiels. Inévitablement, cette violence déborde contre ceux qui sont chargés de faire respecter un semblant d'ordre. Ainsi des exploitants ont-ils fait subir un simulacre de pendoison à un contrôleur du travail dans le Vaucluse – affaire enterrée par le préfet. Ainsi

cette violence a-t-elle abouti au meurtre, en 2004, d'un contrôleur du travail et d'un contrôleur de la MSA dans le Lot. Beaucoup d'auteurs semblent avoir une conception irénique de la réalité. Le langage savant et, en apparence, neutre de l'économie, qui recourt à des termes comme « flexibilité », tend à euphémiser cette violence et à occulter le fait qu'une force brute régit les rapports sociaux.

Deuxièmement, la récolte n'est pas « différable »⁶ :

Un jour, le fruit est vert ; le lendemain,
il est prêt ; le troisième, il est pourri⁷.

Ce qui ne contribue pas à l'harmonie sociale.

Troisièmement, la récolte est bien souvent l'opération qui exige le plus de travail – les trois quarts du temps de travail annuel pour la culture du blé avant l'apparition de la première moissonneuse efficace, celle de McCormick brevetée en 1834 et produite en nombre à partir des années 1850.

Quatrièmement, une récolte dans le grenier est à l'abri de la pluie, de la grêle et autres catastrophes naturelles.

6. Dans la plupart des cas. Mais certaines cultures vivrières comme l'igname peuvent être récoltées au fur et à mesure des besoins. L'organisation des sociétés échappe alors à cette terrible contrainte.

7. Propos qu'un patron agricole adresse à ses ouvriers lorsque des militants syndicaux lui annoncent leur intention de monter une section sur son exploitation. Publié par le *Los Angeles Times* du 15 août 1937 sous le titre « Je travaille ; vous travaillez ; la terre travaille ». Cité par C. McWilliams [1969 : 123]. Pas question évidemment de monter un syndicat dans ces conditions.

Cinquièmement, une récolte précoce bénéficie souvent de prix plus élevés qu'une récolte tardive.

L'exploitant fera donc tout, individuellement ou collectivement, pour raccourcir la durée de la récolte, c'est-à-dire pour disposer d'une main-d'œuvre abondante voire surabondante. Avant qu'elle ne commence, les « saisonniers » doivent être en surnombre et à la disposition des employeurs pour être jetés dans les champs le moment venu. En somme, l'employeur transfère les risques de la récolte sur la main-d'œuvre. Il lui faut déconnecter le coût de la récolte du nombre de personnes employées. Ce qui n'est possible que s'il n'y a aucune « rigidité à l'emploi ». L'idéal est donc de payer l'ouvrier aux pièces.

En réalité, transférer ainsi sur la main-d'œuvre les risques de la production, quels qu'ils soient, n'a rien de nouveau. C'est même une constante de l'histoire du capitalisme. Les capitalistes s'y sont toujours employés et se sont constamment heurtés à la résistance ouvrière. Le « compromis fordiste » de l'après-guerre repose sur un équilibre des forces aujourd'hui remis en cause. Il a obligé les entreprises à rechercher des méthodes et des techniques permettant de réduire leurs risques et de les transférer à d'autres acteurs économiques, à savoir leur clientèle ou leurs fournisseurs, lorsque ces entreprises étaient en position de monopole ou d'oligopole, comme c'est très souvent le cas dans une économie moderne très concentrée. Un gestionnaire de remontées mécaniques est confronté aux caprices de l'enneigement et donc à la question du recrutement et de l'emploi de sa main-d'œuvre saisonnière comme l'est un exploitant agricole spécialisé. Mais là s'arrête la

similitude. Il peut augmenter ses tarifs pour rattraper les pertes d'une saison raccourcie ou pour compenser le coût d'une augmentation de salaire. Il peut prendre le risque de provoquer une grève et négocier si elle éclate, ce que l'employeur agricole ne peut faire.

Pourtant, en dépit de tous ces facteurs, rien n'oblige à ce que, dans l'agriculture, la seule « variable d'ajustement » contrecarrant ces aléas soit la main-d'œuvre. Après tout, la ferme paysanne diversifiée était une forme d'organisation sociale qui parvenait à gérer ces aléas. On peut soutenir la thèse opposée : si le gouvernement français, en créant l'OMI, n'était pas allé importer des Marocains dans l'agriculture au début des années 1960, l'évolution des exploitations aurait suivi un autre cours : elles auraient été moins grandes, plus diversifiées, plus nombreuses et, sans doute même, plus écologiques. Le maintien d'une main-d'œuvre permanente aurait permis la poursuite de travaux, éminemment utiles, d'entretien des canaux et des haies, réalisés autrefois au moment de l'hiver, et non directement rentables. On parle même maintenant de payer les exploitants pour « entretenir les paysages » sans poser la question : comment entretenir des paysages sans paysans ?

Par facilité, j'ai utilisé le mot « agriculture ». Ce terme fausse, déforme, ampute notre intelligence de la réalité. Il y a deux générations, le paysan élevait ses chevaux de trait, les nourrissait avec son avoine, fertilisait ses champs avec leur fumier, semait le grain qu'il récoltait, produisait ce qu'il mangeait, cachait ses économies sous son matelas et nourrissait ses compatriotes. Il le faisait dans un cadre familial et villageois. Avec sa ligne de crédit

au Crédit Agricole, l'exploitant, terme significatif s'il en est, achète ses chevaux à John Deere, son avoine à Total, ses engrais à AZF, ses semences et biocides à Monsanto, l'essentiel de sa nourriture à Casino, mais, sachant à quoi s'en tenir, préfère, pour son usage personnel, les légumes de son potager bio. Devenu le rouage d'un système technique global mondialisé⁸, ce technoserv que l'État a habilement transformé en receleur des subventions publiques destinées en réalité aux industriels a pour tâche d'enrichir leurs actionnaires – ce que montre son enthousiasme pour les agrocarburants, qui ne font qu'aggraver la famine endémique dans le monde. Bref, si autrefois le paysan produisait du blé, le système agro-industriel actuel transforme les pesticides en pain Jacquet⁹.

Bien sûr, tout le monde sait que le producteur de fruits et légumes est coincé entre le monopole qu'exercent ses fournisseurs d'intrants, d'un côté, et celui qu'exercent les acheteurs de sa production, de l'autre. Certains articles le notent au passage alors que, me semble-t-il, c'est ce tout qui donne son sens aux parties. C'est à partir de ce tout agro-industriel, dont l'objectif est de nourrir ses actionnaires et non les humains, que la situation des ouvriers agricoles étrangers doit être abordée. Ce système agro-industriel ne laisse pas d'autre alternative à l'exploitant-employeur spécialisé que de se rattraper sur la main-d'œuvre.

Il le fait d'autant plus facilement que l'ouvrier immigré est là pour « faire des heures ». En immigrant, il est devenu une force de travail pure, libérée de toute dimension sociale. Il veut gagner un maximum d'argent pendant

son temps d'immigration. Le droit et la législation du travail sont, pour lui, sans pertinence, sauf conflit avec son patron. Travailler, en un mois, 300 heures, voire 400 et même 450 à un tarif inférieur au SMIC est une aubaine ; en faire 169 au SMIC, une punition.

Ce qu'il souhaite, c'est « travailler plus pour gagner plus ». Quel qu'en soit le coût. Quelles qu'en soient les conséquences.

8. Un certain nombre de fruits industriels comme la pomme et, dans une moindre mesure, la poire font l'objet d'un commerce mondialisé. C'est, depuis longtemps, le cas de productions agricoles tropicales comme la banane, l'ananas et le café, qui fonctionnent depuis des décennies selon le « modèle californien ».

9. Résumer ainsi les cinq ou six décennies du « grand chambardement » (F. Braudel : « Ce grand chambardement commence à apparaître comme une mutation anthropologique ») qui a fait disparaître la paysannerie et l'agriculture peut paraître abrupt. Quelques mots d'explication s'imposent. L'exploitant le plus « moderne » consulte tous les matins son ordinateur afin d'« optimiser » son activité en fonction des cours de la bourse à Chicago, des prévisions météo, des cultures en cours, etc. La majorité, un peu moins « moderne », suit les « itinéraires techniques » élaborés par les techniciens. Le clinquant des machines équipées de GPS cache en réalité une servitude complète à la technique et à l'économie. Quant à la politique agricole, on commence à en discuter aux États-Unis immédiatement après la Première Guerre mondiale. Auparavant, il ne s'agissait guère que d'une politique tarifaire. Aux États-Unis, l'effondrement des prix agricoles à la fin de 1919 interromp brutalement la vente de tracteurs et de machines. Deux dirigeants d'entreprise formulent alors, dans un petit livre intitulé *Equality for agriculture* (1921), les prémisses de la politique agricole moderne. Il faudra la crise de 1929 et le New Deal pour que l'État vienne garantir les débouchés des industriels en soutenant les prix agricoles. Après la Deuxième Guerre mondiale, la France et l'Europe reprendront ce que les États-Unis avaient fait.

Bibliographie...
225

Berlan, Jean-Pierre — 1980, « Un quignon de pain : le marché du travail et les salariés agricoles en agriculture intensive ». Rapport pour la DGRST, INRA-CEFI. — 1984, « La main-d'œuvre saisonnière dans l'agriculture ». Rapport final du Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, INRA-CEDERS.

McWilliams, Carey — 1969 (1935), *Factories in the field. The story of migratory farm labor in California*. Hamden, Archon Books.